



Jean-Luc Kissling: «Ce qui nous rend le plus fiers, ce n'est pas forcément les réalisations obtenues, mais c'est d'avoir porté nos préoccupations devant le conseil, même si nous avons souvent été minorisés.» //

CONSEIL COMMUNAL ORON

Homme de législatifs, Jean-Luc Kissling démissionne du Conseil communal d'Oron à l'aube de ses 70 ans, où il siégeait depuis 2012, après avoir passé deux décennies à celui d'Oron-la-Ville.

C'est une voix régulière qui ne résonnera plus dans l'hémicycle, trois à cinq fois par an dans la salle communale d'Ecoteaux. Jean-Luc Kissling, 69 ans, démissionne du Conseil communal d'Oron. Le coronavirus l'a privé de ce qui devait être sa dernière séance, le 30 mars dernier. Cet économiste à la retraite sera remplacé le 22 juin par le Palézien David Volet.

Singulière, sa voix l'a été notamment du fait que ce fut l'une des plus fréquemment entendues, toutes couleurs confondues. «Je ne voulais pas aller au-delà de 70 ans (il deviendra septuagénaire en décembre prochain, n.d.l.r.), commente celui qui siégeait au sein du Groupement indépendant d'Oron (Grindor). Il s'agit également de faire place à des élus plus jeunes.»

Jean-Luc Kissling quitte l'hémicycle

Sa voix est grave et posée. Ses mots, choisis. Homme de législatifs, Jean-Luc Kissling a passé trente ans dans les rangs des conseils communaux d'Oron-la-Ville, qu'il a présidé alternativement entre 2003 et 2012, puis d'Oron, après la fusion entre les dix localités. S'il avoue avoir pensé plus d'une fois à occuper un siège au sein de l'exécutif, il n'a jamais franchi le pas. «Quand les occasions se sont présentées, j'étais très engagé du point de vue professionnel et je voulais conserver du temps pour ma vie familiale.»

Rester «indépendant»

En 2015, lors de l'apparition des partis politiques à Oron, boostés par l'arrivée du système proportionnel, Jean-Luc Kissling, qui a notam-

ment officié comme secrétaire général de l'association agricole Prométerre, a participé à la création de Grindor. Deuxième force politique de l'exécutif oronais, ex-æquo avec le Parti socialiste et sympathisant-e-s, derrière le PLR, UDC et indépendants de centre droit.

«Je ne me sentais pas attiré par l'un des partis existants, explique-t-il. Au fur et à mesure des préavis et des sujets débattus, les idées de Grindor ont connu de plus en plus de succès. Nous avons souvent appuyé ou reçu l'appui du Parti socialiste. Cela nous permet d'avoir une action assez significative.» Entre le Conseil communal d'Oron-la-Ville et celui d'Oron, il es-

«La vie future de nos petits-enfants me préoccupe beaucoup»

time que le «grandes lignes» du fonctionnement politique ont été «très similaires». Lui qui aime débattre, il concède toutefois regretter, avec le sourire, qu'il n'y en ait pas eu davantage dans l'hémicycle communal.

Ce n'est donc pas un hasard si ses souvenirs les plus marquants de toutes ces années sont les séances de préparation, ainsi que les apéritifs post-législatifs. «Nous y refaisions le débat (rires), glisse-t-il. Je regrette cependant un peu le manque de dialogue entre les trois groupes. En tant que force «centriste», nous pourrions avoir plus de contacts avec le groupe PLR-UDC et indépendants de centre droit. Ce clivage ne s'est pas toujours révélé très productif. Il permet à la Municipalité (à majorité de droite, n.d.l.r.) de mener la politique qu'elle souhaite, sans trop d'encombres de la part du Conseil communal.»

Mobilisé pour l'aménagement

S'il juge que la commune d'Oron et «très bien administrée», il émet une réserve: «Un Plan directeur communal, qui permettrait d'avoir des options claires sur le développement de la commune, n'a jamais été l'une des préoccupations de la Municipalité. Sauf ces derniers temps, puisqu'il est devenu obligatoire, avec les nouvelles mesures de la Loi sur l'aménagement du territoire.»

Ses domaines de prédilection auront été l'aménagement du territoire, l'environnement ou encore la mobilité. «Ce qui nous rend le plus fiers, ce n'est pas forcément les réalisations obtenues, mais c'est d'avoir porté nos préoccupations devant le conseil, même si nous avons souvent été minorisés.»

Face à la situation climatique, Jean-Luc Kissling, père de trois enfants et grand-père de cinq petits-enfants, est engagé depuis l'an dernier dans le mouvement suisse des Grands-parents pour le climat: «La vie future de nos petits-enfants me préoccupe beaucoup. Nous sommes dans une période charnière. Avec ce qui s'est passé ce printemps, c'est un coup de semonce sur notre manière de vivre et le développement de nos sociétés.»

L'Oronais espère que sa commune, dans quelques années et après bien des investissements, se concentrera «sur le bien-être des habitants, avec une augmentation du réseau de mobilité douce, des places rendues aux piétons, moins de bruit et plus de verdure».

Pour conclure, il souligne l'appui qu'a été son épouse Marie-Claude durant toutes ces années: «Avant le Conseil communal ou dans les compte rendus que j'en faisais à la maison, ma femme a toujours été d'une grande sagesse dans l'appréciation qu'elle portait aux questions discutées. Elle m'a toujours beaucoup aidé.»

Valentin Jordil

Les habitants des Paccots aimeraient conserver un centre de tri

DÉCHETTERIE CHÂTEL-ST-DENIS/ LES PACCOTS

Face à la centralisation des points de collecte à la déchetterie de Châtel-St-Denis, les habitants des hameaux périphériques broient du noir. Une pétition est apparue aux Paccots, réunissant plus de quatre cents signatures. Un rendez-vous entre autorités et habitants est prévu le 1^{er} juillet.

«Nous avons récolté 459 signatures en trois semaines, principalement aux Paccots.» Laurent Guinnard, président des Amis des Paccots, association née de la fusion entre le Groupement des propriétaires de chalets et l'Assemblée citoyenne des Paccots, est formel: les habitants des Paccots veulent que leur localité conserve son âme villageoise. «Une déchetterie, c'est un endroit particulier, avance-t-il. C'est un lieu de rencontres, d'échanges. C'est un espace commun au même titre qu'une épicerie, un café, une poste ou une place de jeux.» Des interactions et une sociabilisation qui tient au cœur de la population des Paccots.

«Ces dernières semaines, avec cette récolte de signatures, c'était incroyable!, poursuit Laurant Guinnard. Une solidarité presque magique, j'ai trouvé

cet engouement vraiment extraordinaire, ça m'a beaucoup touché.» Mais quels sont les réflexions, les revendications à l'origine de cette pétition? «En fait, la population croît, aux Paccots. Et des développements futurs sont prévus. Or, malgré cet état de fait, la commune semble retirer des prestations à ses habitants alors même que les besoins vont grandissants. C'est pourquoi nous voulons faire machine arrière et disposer d'un point de collecte pour les différents déchets.»

Dialogue en juillet

Annulée en raison des mesures de préventions liées au coronavirus, la séance entre les Amis des Paccots et le Conseil communal de Châtel-St-Denis a été reportée au 1^{er} juillet. Laurent Guinnard précise ses espérances quant à cet entretien: «Je m'attends à ce que les autorités se montrent à l'écoute et ouvertes au dialogue. De toute façon, les conseillers communaux ne sont pas dupes. Ils ont bien compris qu'ils étaient allés trop loin, avec toutes ces réactions de la part de la population, j'en suis convaincu.»

Autre argument de Laurent Guinnard en faveur d'un point de collecte aux Paccots: la distance et l'accessibilité à la déchetterie de Châtel-St-Denis. «Pour un habitant des Paccots, il faut compter environ dix minutes de voiture pour s'y rendre. Mais les personnes âgées, qui ne sont plus capables de conduire, comment font-elles? Et les personnes sans permis, ou sans voiture? Les personnes à mobilité réduite? Pour une partie des

utilisateurs de la déchetterie, c'est compliqué de se rendre jusqu'à Châtel-St-Denis.»

Surveillance et distance

Responsable de la voirie à Châtel-St-Denis, Roland Pilloud sera aux côtés des

conseillers communaux lors de la réunion du 1^{er} juillet. Pour lui, des points de collecte périphériques sont difficilement envisageables: «Un centre de tri doit absolument être surveillé, parce que sinon il devient très vite source de problèmes. Des incivilités y apparaissent.

sent. Les gens mettent n'importe quoi dans n'importe quelle benne.»

Pour lui, l'argument de la distance, depuis La Frasse, Prayoud ou même les Paccots, jusqu'à la déchetterie de Châtel-St-Denis, ne tient pas: «Il y a énormément de villages et de régions entières qui ne disposent plus que d'un seul centre de tri. Et la solidarité est toujours possible entre voisins, pour venir en aide à une personne âgée qui ne pourrait plus prendre la voiture et amener elle-même ses déchets, par exemple.»

Christian Marmy



En février dernier, des bennes de collecte ont été supprimées, notamment à Prayoud. ARCH. MESS.